



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 40 du 31 octobre 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 31 octobre 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1610</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>1610</b>
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	1610
Arrêté du 29 octobre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne.....	1610
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1610</b>
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1610</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1610
Arrêté du 18 octobre 2012 autorisant le syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) à étendre ses compétences en matière de construction scolaire et modifiant les statuts en conséquence.....	1610
Arrêté du 22 octobre 2012 prononçant le déclassement d'un ensemble immobilier appartenant à la société nationale des chemins de fer sur la commune de Neuves-Maisons.....	1612
Arrêté du 24 octobre 2012 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon ainsi que les statuts actualisés en conséquence.....	1612
Arrêté du 25 octobre 2012 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'équipements sportifs.....	1613
Arrêté du 25 octobre 2012 approuvant la révision des statuts du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné.....	1613
Bureau des procédures environnementales.....	1615
Arrêté du 18 octobre 2012 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de Cerville.....	1615
Arrêté du 18 octobre 2012 portant modification de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de Moutiers.....	1615
Arrêté complémentaire N° 2012-519 Bis du 19 octobre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi du site de la société SITA LORRAINE à Lesmenils, Mousson et Pont-à-Mousson.....	1615
Arrêté du 23 octobre 2012 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de la déviation de Malzéville section Pasteur – viaduc Louis Marin.....	1616
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1617</b>
Bureau de l'interministérielle.....	1617
Arrêté du 19 octobre 2012 modifiant la commission départementale d'aménagement commercial - composition générale et désignation des personnalités qualifiées.....	1617
Arrêté N° 12.BI.50 du 1er octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine.....	1617
Arrêté N° 12.BI.51 du 30 octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Marc CECALDI, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine.....	1618
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1619</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>1619</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>1619</b>
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0102 en date du 18 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place d'un portique de Contrôle Automatisé Fixe (CAF) Écotaxe sur l'autoroute A33 au PR 24+450.....	1619
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0103 en date du 17 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose de palplanches sur l'OA A33-160 sur A33.....	1620
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0104 en date du 22 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif au relevé topographique des bretelles de sorties de l'échangeur RN52/RD618 entre les PR 18+470 et 17+900.....	1622
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1624</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1624</b>
Etablissements de santé.....	1624
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1002 du 20 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Pompey-Lay-Saint-Christophe au 1er septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	1624
Arrêté n° 2012-1073 en date du 12 octobre 2012 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin.....	1624
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1104 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1625
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1105 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1626
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1106 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1626
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1107 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1627
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1108 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Pariset à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1628
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1109 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1629
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1110 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joef, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1630
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1111 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1630
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1112 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1631
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1113 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1632
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1114 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1633
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1117 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1634
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1126/2012 du 19 octobre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port au 1er septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	1634
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>1635</b>
Service produits de santé et biologie.....	1635
Arrêté n° 2012-1119 du 18 octobre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hautecloque à METZ (57000), enregistrée sous le n° 1.....	1635
Arrêté n° 2012-1120 du 18 octobre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hautecloque à METZ (57 000) - Autorisation n° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	1636
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1639</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1639</b>
Arrêté SAP/401672175 du 6 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	1639
Arrêté du 10 août 2012 modificatif de l'arrêté SAP/483770673 (R/020311/F/054/Q/022) du 26 mai 2011 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	1640

Arrêté du 13 août 2012 modificatif de l'arrêté SAP/499099513 (N/160311/F/054/Q/007) du 16 mars 2011 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	1641
Arrêté SAP/752497578 du 11 octobre 2012 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Malzéville.....	1641
Récépissé du 12 avril 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/401672175 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1642
Récépissé du 20 août 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/483770673 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1643
Récépissé du 27 août 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499099513 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1643
Récépissé du 8 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/754086692 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1644
Récépissé du 9 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/500463369 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1644
Récépissé du 9 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499198547 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1645
Récépissé du 11 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752497578 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1645
Récépissé du 18 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/754065928 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1646
Récépissé du 23 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/788528636 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1646
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>1647</b>
Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Paul DUMOITIER, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques.....	1647
Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Dominique VOLLMAR, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques.....	1647
Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Madame Marie-Pierre ROUILLON, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques.....	1648
<b>TRESORERIE DE MAXEVILLE.....</b>	<b>1648</b>
Procuration sous seing privé du 5 octobre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Audrey SISCO, Inspectrice des Finances Publiques.....	1648
Procuration sous seing privé du 5 octobre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne FLUCK, Inspectrice des Finances Publiques.....	1649
<b>TRESORERIE D'ESSEY-LES-NANCY.....</b>	<b>1649</b>
Procuration sous seing privé du 4 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Stéphanie DREUX, Inspectrice des Finances Publiques.....	1649
<b>CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE THIAUCOURT.....</b>	<b>1650</b>
Procuration sous seing privé du 3 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine LEMOINE, Contrôleur principal des Finances Publiques.....	1650
Procuration sous seing privé du 3 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Christine SIBILLE, Agent d'administration des Finances Publiques.....	1650
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1650</b>
<b>AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....</b>	<b>1650</b>
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/380 du 1er octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Landecourt.....	1650
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/381 du 1er octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Vathiménil.....	1651
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/387 du 3 octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Moriviller.....	1651
Décision 212/DDT54/AFC/n° 401 du 22 octobre 2012 portant prorogation de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle.....	1652
Décisions de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Séance du 12 octobre 2012.....	1652
Arrêté n° 387 du 22 octobre 2012 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Favières.....	1653
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....</b>	<b>1654</b>
Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/007 du 24 octobre 2012 relatif à la carte communale de VIVIERS-SUR-CHIERS en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1654

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 29 octobre 2012 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2000 portant création de la communauté de communes du Pays de l'Orne ;  
VU la délibération du 23 septembre 2011 du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de l'Orne décidant la modification de ses statuts dans le cadre du transfert de compétences « transfert de personnes » ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2011 acceptant la modification des statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne, dans le cadre du transfert de compétences « transport de personnes » ;  
VU la délibération du 29 février 2012 du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de l'Orne, sollicitant la modification de l'article 1-a-b de ses statuts dans le cadre du transfert des compétences « transport de personnes » ;  
VU la notification aux communes membres le 5 avril 2012 ;  
VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :  
AUBOUÉ (22 mars 2012), HATRIZE (20 mars 2012), HOMECOURT (29 mars 2012), JOEUF (6 mars 2012), JOUAVILLE (5 mars 2012), MOINEVILLE (1er mars 2012), MOUTIERS (30 mars 2012) et VALLEROY (30 mars 2012) ;  
VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du Pays de l'Orne.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 29 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.*

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 18 octobre 2012 autorisant le syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) à étendre ses compétences en matière de construction scolaire et modifiant les statuts en conséquence**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1965 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de la Haute-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2000 autorisant la transformation du SIVOM de la Haute-Moselle en SIVOM à la carte ;  
VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2005 transformant le SIVOM de la Haute-Moselle à la carte en syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) par retrait des compétences "ordures ménagères" et "culture et loisirs (MJC)" ;  
VU la délibération du comité syndical en date du 27 mars 2012 décidant de modifier les articles 3 et 5 des statuts du syndicat ;  
VU la lettre de notification de cette délibération aux communes membres du syndicat en date du 24 mai 2012 ;  
VU les délibérations favorables des communes suivantes :  
- BAINVILLE-AUX-MIROIRS en date du 24 mai 2012,  
- GRIPPOT en date du 23 juillet 2012,  
- LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 14 juin 2012,  
- LEBEUVILLE en date du 4 juin 2012,  
- ROVILLE-DEVANT-BAYON en date du 1er juin 2012,  
- MANGONVILLE en date du 29 juin 2012 ;  
CONSIDÉRANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation de 3 mois vaut avis favorable ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17, L5211-20 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'article 3 des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique de la Haute Moselle relatif à la mission du syndicat est complété comme suit :

« - L'achat d'un bien non bâti pour la construction et la gestion d'un bâtiment scolaire. »

Le reste sans changement.

**Article 2** : L'article 5 des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique de la Haute Moselle relatif aux dépenses liées du syndicat est complété comme suit :

« - Aux dépenses liées à l'investissement, à la construction et à la gestion d'un bâtiment scolaire. »

Le reste sans changement.

**Article 3** : Les statuts actualisés en conséquence resteront annexés au présent arrêté.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat intercommunal à vocation unique de la Haute-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

#### SIVU de la HAUTE MOSELLE

Siège social : Mairie de Roville devant Bayon  
Siège administratif : Mairie de Neuville sur Moselle  
Département : Meurthe et Moselle  
Canton : Haroué

#### STATUTS du SIVU de la HAUTE MOSELLE

**Article 1er :**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et LI5212-2,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2005 entérinant le retrait des communes membres du SIVOM de la HAUTE MOSELLE à la carte, pour les compétences ordures ménagères, cultures et loisirs (MJC).

Les communes ci-après désignées :

- Bainville aux Miroirs, Grippont, Leneuveville devant Bayon, Lebeuville, Mangonville, Neuville sur Moselle et Roville devant Bayon, se constituent en SIVU SYNDICAT INTERCOMMUNAL à VOCATION UNIQUE pour la compétence scolaire.

**Article 2 :**

Le syndicat portera le nom de SYNDICAT INTERCOMMUNAL à VOCATION UNIQUE de la HAUTE MOSELLE.

Son siège est fixé à la mairie de Roville devant Bayon et le siège administratif à la mairie de Neuville sur Moselle.

Sa durée est illimitée.

**Article 3 :**

Le SIVU de la HAUTE MOSELLE a pour mission de :

- L'achat d'un bien non bâti pour la construction et la gestion d'un bâtiment scolaire.
- Gérer toutes les affaires sur l'ensemble des communes membres.
- Recruter, gérer tout le personnel nécessaire au fonctionnement des regroupements scolaires (ATSEM, agents de salubrité, agents d'animation etc.).
- Pourvoir à l'achat des fournitures scolaires et du matériel pédagogique des différentes écoles relevant de son secteur.
- Régler toutes les dépenses de fonctionnement afférentes à la dite compétence scolaire: chauffage, éclairage, eau, assurance, téléphone, internet, maintenance etc.).
- De régler toutes les dépenses nécessaires à hygiène et à la propreté des écoles.
- Assurer le bon fonctionnement des activités périscolaires (piscine, ski, USEP, cantine et garde périscolaire).
- S'assurer du bon fonctionnement des transports scolaire.
- Assurer les dépenses d'investissements relatives au matériel pédagogique et au mobilier scolaire.
- Assurer le bon fonctionnement nécessaire à son propre fonctionnement (secrétaire).
- Assurer les dépenses nécessaires à son propre fonctionnement (fournitures administratives, informatiques etc.)

**Article 4 :**

Le syndicat est administré par un comité composé des Délégués des conseils municipaux des communes adhérentes dont le nombre est fixé à :

- 2 délégués titulaires,
- 2 délégués suppléants,

Ce comité élit un bureau composé d'un Président, d'un ou plusieurs vice président (s), d'un secrétaire et des membres.

Il sera procédé aux remplacements, pour la période restant à courir des membres du bureau qui viendraient à perdre leur mandat de délégué au comité syndical.

Les fonctions de Trésorier sont assurées par le Receveur Municipal de la Trésorerie d'Haroué.

**Article 5 :**

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses liées :

- Aux dépenses du service afférent à la compétence scolaire,
- Aux dépenses liées à l'investissement, à la construction et à la gestion d'un bâtiment scolaire,
- Aux dépenses propres au fonctionnement de sa propre structure (secrétariat, assurance, informatique, indemnités du Président, salaire de la secrétaire etc.).

Les recettes du syndicat comprennent :

- La contribution des communes membres,
- Les revenus des biens, meubles et immeubles du syndicat,
- Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes,
- Les produits de dons et de legs.

**Article 6 :**

La contribution de chaque communes du syndicat sera calculée au prorata du nombre d'élèves originaire de chaque commune membre.

La dite participation sera demandée sous forme d'acomptes prévisionnels émis par le Receveur Municipal.

Nancy, le 18 octobre 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

*Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour*

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 22 octobre 2012 prononçant le déclassement d'un ensemble immobilier appartenant à la société nationale des chemins de fer sur la commune de Neuves-Maisons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 2141-13 à L. 2141-17 du code des transports ;

VU le décret n°83-816 du 13 septembre 1983 modifié relatif au domaine confié à la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF), notamment son article 17 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du ministre des transports du 5 juin 1984 fixant le montant de la valeur des immeubles dépendant du domaine public ferroviaire géré par la SNCF au-dessous duquel les décisions de classement de ces immeubles sont prononcées par le préfet et l'arrêté ministériel du 5 octobre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs, notamment son article 1 fixant ce seuil à 300 000 euros ;

VU la circulaire du 2 juillet 1984 relative à la gestion du domaine confié à la SNCF ;

VU le dossier présenté par la SNCF ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

**Article 1er** : L'ensemble immobilier dépendant du domaine public ferroviaire d'une surface de 1 1512 m2 situé sur la commune de NEUVES-MAISONS figurant sur le plan joint au présent arrêté, cadastré AH 292, est déclassé en vue de son aliénation.

**Article 2** : Une copie du présent arrêté ainsi que le plan cadastral seront déposés à la Direction de l'immobilier de la SNCF, département Transactions immobilières et en mairie de NEUVES-MAISONS. Avis de dépôt sera donné par affichage en mairie et par insertion en caractère apparents dans deux journaux publiés dans le département.

**Article 3** : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, M. le Directeur de la délégation territoriale immobilière Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 octobre 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

**Arrêté du 24 octobre 2012 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon ainsi que les statuts actualisés en conséquence**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 1965 autorisant la création du district urbain de Neuves-Maisons ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 transformant le district urbain de Neuves-Maisons en communauté de communes de Neuves-Maisons ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes Moselle et Madon » ;

VU la délibération du 5 avril 2012 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Moselle et Madon décide de modifier les statuts de l'établissement ;

VU la lettre de notification de cette décision aux maires des communes membres de la communauté de communes en date du 6 avril 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- Bainville-sur-Madon en date du 4 mai 2012,
- Chaligny en date du 1er juin 2012,
- Chavigny en date du 14 mai 2012,
- Maizières en date du 11 juin 2012,
- Maron en date du 9 mai 2012,
- Messein en date du 11 mai 2012,
- Neuves-Maisons en date du 4 juillet 2012,
- Richardménil en date du 9 mai 2012,
- Thélod en date du 13 juin 2012,
- Viterne en date du 6 juillet 2012,
- Xeulilly en date du 2 mai 2012 ;

VU la délibération défavorable de la commune de Pont-Saint-Vincent en date 8 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue du délai de consultation de 3 mois, la majorité qualifiée requise par le code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon est autorisée.

**Article 2** : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 octobre 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

*Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.*

**Arrêté du 25 octobre 2012 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Grand Couronné en matière d'équipements sportifs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;

VU la délibération du 4 juillet 2012 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide d'étendre ses compétences en matière de « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaires et élémentaires » ;

VU la lettre de notification en date du 19 juillet 2012 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette extension ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- Amance (5/09/2012), Bouxières-aux-Chênes (17/10/2012), Buissoncourt (17/09/2012), Champenoux (24/09/2012), Erbéviller-sur-Amezule (31/08/2012), Eulmont (24/08/2012), Laître-sous-Amance (7/09/2012), Laneuvelotte (7/08/2012), Moncel-sur-Seille (7/09/2012) ; Réméréville (13/08/2012), Sornéville (26/07/2012) et Velaine-sous-Amance (9/08/2012) ;

VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de :

- Agincourt (14/9/2012), Cerville (10/09/2012), Dommartin-sous-Amance (3/08/2012), Gellenoncourt (6/09/2012), Haraucourt (21/09/2012), Lenoncourt (14/09/2012) et Mazerulles (28/09/2012) ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La compétence « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaires et élémentaires » de la communauté de communes du Grand Couronné est complétée comme suit :

« 8. Création, aménagement et gestion du deuxième terrain de tennis extérieur d'intérêt communautaire situé à Champenoux, rue du Général Castelnau, sur la section OB, parcelle 237 à compter du 1er novembre 2012 »

Le reste sans changement.

**Article 2 :** Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

**Article 3 :** La liste et la cartographie couleur des cours d'eau concernés par la compétence « 4. Hydraulique » est consultable en préfecture et au siège de la communauté de communes.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 25 octobre 2012 approuvant la révision des statuts du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 avril 1991 autorisant la création du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné ;

VU la délibération du 15 mars 2012 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné décide de procéder à la révision des statuts de l'établissement ;

VU la lettre de notification de cette décision aux communes membres du syndicat en date du 4 mai 2012 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- Amance en date du 6 juin 2012,

- Dommartin-sous-Amance en date du 18 juin 2012,

- Eulmont en date du 11 juin 2012,

- Velaine-sous-Amance en date du 28 juin 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La révision des statuts du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné est approuvée.

**Article 2 :** Les statuts modifiés en conséquence resteront annexés au présent arrêté.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal omnisports du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL OMNISPORTS****STATUTS (Révisés le 2 Février 2012)**

**Article 1er :** En application des dispositions des articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT), les Communes désignées à l'article 2 ci-dessous, se constituent en Syndicat Intercommunal en vue d'assurer la gestion des stades, salles et annexes, servant aux populations des Communes associées dans le cadre des activités sportives.

## CIRCONSCRIPTION – SIEGE

**Article 2 :** Le syndicat qui porte le nom de SYNDICAT INTERCOMMUNAL OMNISPORTS DU GRAND COURONNE a son siège à la Mairie de LAITRE sous AMANCE , 2 rue Sophie de Bar – 54770 LAITRE sous AMANCE.  
Il comprend les Communes suivantes : AGINCOURT , AMANCE, DOMMARTIN SOUS AMANCE, EULMONT, LAITRE SOUS AMANCE, LANEUVELOTTÉ, VELAINÉ SOUS AMANCE.

## DUREE

**Article 3 :** La durée du Syndicat est illimitée.

## AMINISTRATION

**Article 4 :** Le syndicat est administré par un Comité composé de membres désignés par les Conseils Municipaux des Communes intéressées, chacune étant représentée par deux délégués en dessous de 500 habitants et trois au dessus de 500 habitants.

Le comité tient, chaque semestre une cession ordinaire.

Il peut être convoqué extraordinairement par son Président ou par la majorité de ses membres .

Les délibérations du Comité sont soumises aux mêmes règles que celles des Conseils Municipaux.

Le comité élira parmi ses membres un bureau qui comprendra :

- 1 président
- 1 ou plusieurs Vice-président (s)
- 5 Membres (chaque commune devant être représentée)

**Article 5 :** Le Syndicat a pour vocation l'entretien voir la mise aux normes des installations sportives lesquelles restent propriétés des communes .

## BUDGET

**Article 6 :** Le budget du Syndicat pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement des services gérés par le Syndicat, et à l'amortissement des emprunts contractés pour le financement des investissements futurs.

Les recettes du budget comprendront notamment :

- la contribution des communes adhérentes
- le revenu des biens meubles ou immeubles du Syndicat
- Les subventions de l'Etat, du Département.
- Les subventions des Communes, Associations et particuliers.
- Le produit des dons.
- Le produit des redevances dues par les utilisateurs.

Les dépenses du budget comprendront notamment :

- Les dépenses obligatoires (chauffage, éclairage, balayage)
- Les dépenses d'entretien des stades, du mobilier et du matériel.
- Les frais d'exploitation.
- La rémunération du personnel
- L'amortissement des emprunts contractés.

Copie des budgets et des comptes du Syndicat sera adressée chaque année aux Maires des communes syndiquées pour communication à leur conseil municipal.

## INVENTAIRE PERMANENT

**Article 7 :** Le président du Syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis au compte du syndicat.

## CONTRIBUTION DES COMMUNES

**Article 8 :** La contribution de chacune des Communes adhérentes aux dépenses supportées par le Syndicat, sera calculée conformément aux règles suivantes :

1°) les dépenses de fonctionnement qui ont un caractère obligatoire seront réparties entre les Communes pour chaque année comme suit :

- une part fixe de 152.45 € par commune
- Une somme de 11 € par habitant ( basée sur le dernier recensement INSEE )

Ces critères seront révisables par le Comité Syndical au vote du budget primitif de chaque exercice.

2°) Les dépenses à la charge des communes, déterminées, conformément aux règles ci-dessus fixées, seront arrêtées par le Président du Syndicat.

Au cas où l'exploitation des stades, salles et annexes s'avèrerait bénéficiaire, le Comité prendra toutes décisions utiles pour la répartition de ces fonds.

## ADHESION

**Article 9 :** Toute Commune qui le demandera, pourra, par la suite, et à un moment quelconque, adhérer au Syndicat, sous réserve de l'acceptation de son Comité, et dans les conditions prévues à l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales.

**Article 10 :** Un règlement intérieur sera établi par le Comité. Il comportera la liste des utilisateurs et aura prévu, autant que possible, toutes les conditions des opérations à poursuivre :

1°) Au point de vue financier

Définir le mode et la valeur de versement de personnes ou associations extérieures pour l'accès aux terrains et installations .

2°) Au point de vue technique

L'amélioration progressive pour faire des stades intercommunaux des centres de rassemblement de toute la jeunesse des Communes adhérentes.

3°) Au point de vue pratique

L'établissement d'un programme d'utilisation rationnelle et conforme avec les utilisateurs des stades, salles et annexes.

## DISPOSITIONS GENERALES

**Article 11 :** Il sera procédé à un état des lieux des installations existantes qui resteront propriétés des Communes ou du précédent syndicat et un inventaire du matériel.

**Article 12 :** Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales

Nancy, le 25 octobre 2012

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

*Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour*

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY



*Bureau des procédures environnementales***Arrêté du 18 octobre 2012 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de Cerville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles - L. 123-1 à L. 123-16, L. 515-8 et L. 515-15 à L. 515-25, R. 515-39 à R. 515-50 ;  
VU le code minier et notamment ses articles 3-1 et 104-3-1 ;  
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230.1 et L. 300-2 et R. 126-1 et R. 126-2 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n°2011-001 du 19 avril 2011 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site de stockage souterrain de gaz naturel combustible exploité par la société Storengy sur le territoire de la commune de Cerville ;  
CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article R 515-40 IV du code de l'environnement, le PPRT précité doit être approuvé dans un délai de 18 mois après la date de prescription du PPRT ;  
CONSIDÉRANT que le projet de PPRT est actuellement en phase d'examen par les personnes et organismes associés et que le périmètre d'études du PPRT s'étend sur le territoire de 7 communes ;  
CONSIDÉRANT que les personnes et organismes associés disposeront d'un délai de deux mois pour formuler leurs observations sur le projet de PPRT et que ce projet devra ensuite être soumis à une enquête publique d'une durée de un mois ;  
CONSIDÉRANT qu'en conséquence, le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site de stockage souterrain de gaz naturel de la société STORENGY est prorogé jusqu'au 30 avril 2014.

**Article 2** : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien l'Est Républicain.

**Article 3** : Services instructeurs

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine et le directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 18 octobre 2012 portant modification de la composition du comité local d'information et de concertation du site Titanobel de Moutiers**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2- et L. 125-2-1, L. 515-8, D.125-29 à D.125-34 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 modifié portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour de l'établissement Titanite de Moutiers ;  
VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2012 portant renouvellement de la composition du CLIC autour de l'établissement Titanobel à Moutiers ;  
VU la demande de la société Titanobel en date du 9 octobre 2012 concernant la modification des représentants de la société dans le collège des salariés ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le collège « salariés » comprend :

- M. Adrien Quenette, chef du dépôt
- M. Christian Clausse, membre du comité d'établissement et représentant du personnel au CHS/CT

Le reste sans changement

**Article 2** : Le mandat des personnes visées à l'article 1 est de trois ans à compter du 3 février 2012.

**Article 3** : Publications -Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté complémentaire N° 2012-519 Bis du 19 octobre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi du site de la société SITA LORRAINE à Lesmenils, Mousson et Pont-à-Mousson**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-519 en date du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société SITA LORRAINE à LESMENILS, MOUSSON et PONT-A-MOUSSON ;  
CONSIDÉRANT que les membres du bureaux ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 27 septembre 2012 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-519 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société SITA LORRAINE à LESMENILS, MOUSSON et PONT-A-MOUSSON est complété ainsi qu'il suit:

Le bureau est composé de :

- > Collège "administrations de l'Etat"
  - Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant,
- > Collège "Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale"
  - M. le Maire de MOUSSON ou son représentant,
- > Collège "exploitant"
  - M. le directeur de la société SITA LORRAINE ou son représentant,
- > Collège "riverains et associations de protection de l'environnement"
  - Mme la présidente de l'association Sentinelle des Odeurs ou son représentant,
- > Collège "salariés"
  - M. Philippe MAIRE, délégué du personnel.

**Article 2 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 19 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

#### **Arrêté du 23 octobre 2012 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de la déviation de Malzéville section Pasteur – viaduc Louis Marin**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation, notamment l'article L11.5 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2007 portant déclaration d'utilité publique du projet pour la réalisation de la déviation de Malzéville section rue Pasteur – viaduc Louis Marin sur les communes de MALZEVILLE et SAINT MAX ;  
VU la demande du 12 octobre 2012 de prorogation de M. le président de la communauté urbaine du grand Nancy ;  
VU la délibération du 6 juillet 2012 du conseil de communauté urbaine du grand Nancy sollicitant cette prorogation ;  
CONSIDÉRANT que trois requêtes en annulation de la déclaration d'utilité publique ont été déposées devant le tribunal administratif de Nancy par « l'association de défense de l'environnement des quartiers Saint-Michel et le Nid de Malzéville », l'association « les jardins de Malzéville » et « l'association les amis de l'Abiétinée » ;  
CONSIDÉRANT que le jugement du 28 avril 2009 du tribunal administratif de Nancy a rejeté chacune de ces requêtes ;  
CONSIDÉRANT que la cour administrative d'appel a ensuite rejeté le 29 avril 2010 la requête en annulation de la décision du tribunal administratif ;  
CONSIDÉRANT que le Conseil d'Etat a déclaré le 30 septembre 2011 irrecevable le pourvoi en cassation de l'arrêt de la cour administrative d'appel ;  
CONSIDÉRANT que l'arrêté de cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet a fait l'objet de la part d'un propriétaire en indivision d'une requête en annulation qui a été rejetée le 13 octobre 2009 puis par la cour administrative d'appel le 10 février 2010 ;  
CONSIDÉRANT que toutes les voies de recours devant les juridictions administratives sont épuisées et que le juge de l'expropriation a prononcé l'ordonnance d'expropriation le 25 novembre 2011 ;  
CONSIDÉRANT qu'en raison des recours engagés, la première tranche des travaux consistant à raccorder le viaduc Louis Marin à l'avenue Saint-Michel n'a pu être engagée qu'en décembre 2011 ;  
CONSIDÉRANT que le projet initial n'est pas modifié de manière substantielle d'un point de vue financier, technique ou environnemental ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er :** Les effets de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2007 déclarant d'utilité publique la réalisation de la déviation de Malzéville section rue Pasteur – viaduc Louis Marin sur les communes de MALZEVILLE et SAINT MAX sont prorogés de 5 ans à compter du 6 novembre 2012.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché à la communauté urbaine du Grand Nancy ainsi que dans les communes de MALZEVILLE et SAINT MAX aux lieux habituels d'affichage.

L'accomplissement de cette formalité sera certifié par eux.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté urbaine de Nancy et les maires de MALZEVILLE et SAINT MAX sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 23 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

*Bureau de l'interministérialité***Arrêté du 19 octobre 2012 modifiant la commission départementale d'aménagement commercial - composition générale et désignation des personnalités qualifiées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce et notamment son article R751-3 ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;  
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;  
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2012, modifié par l'arrêté préfectoral du 10 juin 2012, portant composition générale de la commission départementale d'aménagement commercial et désignation des personnes qualifiées ;  
CONSIDÉRANT le décès de M. Christian PERRIN, membre du collège consommation ;  
VU la proposition de l'association UFC Que Choisir de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La composition de la commission départementale d'aménagement commercial, établie par les arrêtés préfectoraux susvisés des 18 janvier et 10 juin 2012, est modifiée comme suit :

Collège consommation :

- M. Jacques FLEURY, membre de l'association UFC Que Choisir, en remplacement de M. Christian PERRIN.

**Article 2** : M. Jacques FLEURY est nommé pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 18 janvier 2015.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet chargé de mission sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires ainsi qu'aux personnalités qualifiées.

Nancy, le 19 octobre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**Arrêté N° 12.BI.50 du 1er octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les codes de l'urbanisme, de l'environnement et du patrimoine ;  
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;  
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;  
VU le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'Etat » ;  
VU l'arrêté du 26 septembre 2012 de la ministre de la culture et de la communication chargeant Mme Frédérique BOURA de l'intérim des fonctions de directrice régionale des affaires culturelles de Lorraine à compter du 1er octobre 2012 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation est donnée à Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer tous actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 susvisé, particulièrement en ses articles 2, 3 et 4.

A cet effet, délégation est notamment donnée à Mme Frédérique BOURA en matière :

- de correspondances d'ordre technique relatives aux objets mobiliers, et notamment celles confiées au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci,
- d'autorisations de travaux en application de l'article L 621-32 du code du patrimoine,
- d'autorisation spéciale de travaux en secteurs sauvegardés, à l'exclusion de ceux qui ne ressortissent ni au permis de construire, ni à la déclaration préalable, ni à d'autres autorisations d'occuper le sol (articles L 313-2 et R 313-14 du code de l'urbanisme).

**Article 2** : Délégation de signature est en outre donnée à Mme Frédérique BOURA en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale " Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat " relevant du ministre en charge du domaine (arrêté du 19 juillet 2007 susvisé).

**Article 3** : L'exercice des compétences de Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine, ne fait pas obstacle aux pouvoirs propres que détient en vertu des lois et règlements en vigueur, Monsieur Alexander ENTZER et Madame Gaëlle PERRAUDIN, architectes des bâtiments de France dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine, définit par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 7 :** L'arrêté préfectoral n°12.BI.87 du 22 août 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-Luc BREDEL, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, est abrogé.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 1er octobre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

**Arrêté N° 12.BI.51 du 30 octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Marc CECCALDI, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les codes de l'urbanisme, de l'environnement et du patrimoine ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

VU le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affectation spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'État » ;

VU l'arrêté du 28 septembre 2012 de la ministre de la culture et de la communication nommant M. Marc CECCALDI directeur régional des affaires culturelles de Lorraine à compter du 1er novembre 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation est donnée à M. Marc CECCALDI, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer tous actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 susvisé, particulièrement en ses articles 2, 3 et 4.

A cet effet, délégation est notamment donnée à M. Marc CECCALDI en matière :

- de correspondances d'ordre technique relatives aux objets mobiliers, et notamment celles confiées au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci,
- d'autorisations de travaux en application de l'article L 621-32 du code du patrimoine,
- d'autorisation spéciale de travaux en secteurs sauvegardés, à l'exclusion de ceux qui ne ressortissent ni au permis de construire, ni à la déclaration préalable, ni à d'autres autorisations d'occuper le sol (articles L 313-2 et R 313-14 du code de l'urbanisme).

**Article 2 :** Délégation de signature est en outre donnée à M. Marc CECCALDI en matière de dépenses de fonctionnement et d'investissement du compte d'affectation spéciale " Gestion du patrimoine immobilier de l'État " relevant du ministre en charge du domaine (arrêté du 19 juillet 2007 susvisé).

**Article 3 :** L'exercice des compétences de M. Marc CECCALDI, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, ne fait pas obstacle aux pouvoirs propres que détient en vertu des lois et règlements en vigueur, Monsieur Alexander ENTZER et Madame Gaëlle PERRAUDIN, architectes des bâtiments de France dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :** M. Marc CECCALDI, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, définit par arrêté pris au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Demeurent réservées, en toutes matières à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - aux ministres,
  - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
  - au président du Conseil Général,
  - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**Article 7 :** L'arrêté préfectoral n°12.BI.50 du 1er octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Frédérique BOURA, directrice régionale par intérim des affaires culturelles de Lorraine, est abrogé.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 30 octobre 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**  
**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**  
**DIVISION EXPLOITATION DE METZ**

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0102 en date du 18 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en place d'un portique de Contrôle Automatisé Fixe (CAF) Écotaxe sur l'autoroute A33 au PR 24+450**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
 VU le code de la route ;  
 VU le code de justice administrative ;  
 VU le code pénal ;  
 VU le code de procédure pénale ;  
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
 VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.  
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.  
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.  
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;  
 VU le dossier d'exploitation en date du 31 août 2012 présenté par LACROIX Signalisation;  
 VU la réunion entre le district de Nancy et l'entreprise LACROIX Signalisation en date du 17 octobre 2012;  
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 16 octobre 2012;  
 VU l'information des CRS de Champigneulle;  
 VU l'information du CRICR;  
 VU l'avis du district de Nancy en date du 17 octobre 2012;  
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A33	
POINTS REPERES (PR)	PR24+450	
SENS	2 sens de circulation	
SECTION	Rosières aux Salines entre les échangeurs 4 et 6	
NATURE DES TRAVAUX	Levage portique éco taxe	
PERIODE GLOBALE	Journées du 22 au 23 octobre 2012 et nuit du 23 au 24 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des 2 voies de droite avec micro coupures des 2 sens de circulation CRS Champigneulle informés	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - Ecomouv / Lacroix	MISE EN PLACE PAR : - SOTRAVEER

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 22 octobre 2012 au 23 octobre 2012 De 09h30 à 15h30	Sens 1 : AK5 au PR 23+000  Sens 2 : AK5 au PR 25+700	Neutralisation des 2 voies de droite (CF 113a) pour travaux préparatoires (glissières, stationnement et raccordement)	
2	Du 22 octobre 2012 au 23 octobre 2012 De 20h30 à 05h00		Neutralisation des 2 voies de droite (CF 113a)	- Limitation de la vitesse à 90 Km/h  - Interdiction de doubler
3	22 octobre 2012 De 22h00 à 22h15		Micro coupure dans les 2 sens pendant environ 15mn avec Forces de l'ordre (CRS)	
4	23 octobre 2012 De 00h00 à 00h15		Micro coupure dans les 2 sens pendant environ 15mn avec Forces de l'ordre (CRS)	

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de LACROIX signalisation,
- Directeur de SOTRAVEER,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 18 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0103 en date du 17 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de dépose de palplanches sur l'OA A33-160 sur A33**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
VU le code de la route ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code pénal ;  
VU le code de procédure pénale ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU l'arrêté du Conseil Général n°12/CG/302/DIRAT portant sur une restriction de circulation sur la RD 112

VU le dossier d'exploitation en date du 05 octobre 2012 présenté par le district de Nancy;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 15 octobre 2012;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 05 octobre 2012;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A33	
POINTS REPERES (PR)	PR 14+500 au PR 16+138	
SENS	Dans les deux sens de circulation	
SECTION	Nancy-Épinal	
NATURE DES TRAVAUX	A33 travaux de dépose des palplanches de l'ouvrage d'art A33-160 et purges réparations localisées en voie rapide du PR 15+400 au PR 15+850	
PERIODE GLOBALE	Du 22 octobre 2012 au 09 novembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculement de la circulation du sens Paris/Strasbourg, sur la voie rapide du sens Strasbourg /Paris suivant les ITPC existants au PR 14+500 et au PR 16+138 - Limitation de vitesse à 90 Km/h au droit du basculement - Neutralisation de la voie rapide dans le sens Paris/Strasbourg, la neutralisation de la voie rapide dans le sens Strasbourg /Paris et le basculement de la circulation du sens Strasbourg /Paris VL + VR sur la voie rapide du sens Paris/Strasbourg suivant les ITPC existants 10,120 et 6,850 longueur 3270 mètres	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Nancy CEI de Fléville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	Du 22 octobre 2012 au 09 novembre 2012 De 20h30 à 06h 00	Sens Paris/Strasbourg : AK5 au PR 13+000  Sens Strasbourg/Paris : AK5 au au PR 18+200	Basculement de la circulation du sens Paris/Strasbourg, sur la voie rapide du sens Strasbourg /Paris suivant les ITPC existants au PR 14+500 et au PR 16+138	Limitation de vitesse 50 km/h à chaque extrémité du basculement.  Limitation de vitesse à 90 km/h sur la section basculée (double sens).  Interdiction de dépasser pour tous véhicules.
	Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatique et techniques			

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 17 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

---

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0104 en date du 22 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif au relevé topographique des bretelles de sorties de l'échangeur RN52/RD618 entre les PR 18+470 et 17+900**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU la demande d'intervention sur le réseau routier national en date du 17/10/2012 présenté par le cabinet géomètre-expert Kircher ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 19/10/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 17/10/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :



VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 18+470 à 17+900	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Échangeur du Pulventeux (RN52/RD618)	
NATURE DES TRAVAUX	Relevé topographique des bretelles de sorties de l'échangeur du Pulventeux	
PERIODE GLOBALE	Le mardi 23 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie de l'échangeur où se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs situés en amont et en aval ( 2 heures par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le mardi 23 octobre 2012 entre 8h00 et 10h00	Sortie Pulventeux Sens Belgique-Metz	Fermeture de la sortie de l'échangeur impacté par les travaux (2h par bretelle)	Déviations : Les usagers circulant sur la RN52 en provenance de la Belgique et souhaitant sortir à l'échangeur du Pulventeux continueront sur la RN52 en direction de Metz jusqu'à l'échangeur de Mexy où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de la Belgique et sortir à l'échangeur du Pulventeux.
2	Le mardi 23 octobre 2012 entre 10h00 et 12h00	Sortie Pulventeux Sens Metz-Belgique	Fermeture de la sortie de l'échangeur impacté par les travaux (2h par bretelle)	Les usagers circulant sur la RN52 en provenance de Metz et souhaitant sortir à l'échangeur du Pulventeux continueront sur la RN52 en direction de la Belgique jusqu'à l'échangeur de Cosnes-et-Romain où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Metz et sortir à l'échangeur du Pulventeux.

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Longwy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les planter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Longwy.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable du cabinet géomètre-expert KIRCHER,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 22 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1002 du 20 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Pompey-Lay-Saint-Christophe au 1er septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté ARS-DT 54 N° 387 / 2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier de Pompey-Lay-St-Christophe pour l'exercice 2012 ;

**ARRETE**

**Article 1er** : A partir du 1er septembre 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

► Hospitalisation complète

35 - Soins de suite et réadaptation (non spécialisé) 511.00 €

**Article 2** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R.1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre hospitalier de Pompey-Lay-St-Christophe d'une majoration tarifaire fixée à :

\* 20.00 € par jour pour le supplément régime particulier.

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale 4, rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre hospitalier de Pompey-Lay-St-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Lucien VICENZUTTI

**Arrêté n° 2012-1073 en date du 12 octobre 2012 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.6162-7, L.6162-8, D.6162-1 à D.6162-7 ;  
VU le décret n° 2006-261 du 3 mars 2006, relatif aux Conseils d'Administration des Centres de Lutte contre le Cancer ;  
VU l'élection, en date du 12 octobre 2012, de Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT et de Monsieur le Docteur Olivier RANGEARD pour représenter la CME du Centre Alexis Vautrin ;  
CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 12 octobre 2012 ;  
SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :

- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy

3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :

- Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy

4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :

- Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS

5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :

- Monsieur Patrice SANGLIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social et Environnement de Lorraine

6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :

- Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement

- Monsieur le Docteur Olivier RANGEARD, représentant la Commission Médicale d'Etablissement

- Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise

- Madame Nacéra KHATLA, représentante du Comité d'Entreprise

7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :

- Monsieur Didier SARTELET, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle
  - Madame Daouïa BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine
  - Monsieur le Docteur Jean-Paul SCHLITTER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins
- 8) Deux représentants des usagers :
- Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer
  - Monsieur le Docteur Roger SAFFROY

**Article 2 :** Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS n°2012-413 du 02 mai 2012.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale et le Directeur Général du Centre Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 octobre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVOISE

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1104 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 900 288 € soit :

1) 2 846 789 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 579 754 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

48 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

20 767 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

245 878 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

342 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 5 489 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 3 459 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 44 551 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

44 551 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1105 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 549 790 € soit :

1) 1 448 187 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 248 759 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

29 395 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 227 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

168 961 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

-155 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 81 266 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 20 337 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1106 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 815 807 € soit :

- 1) 1 771 967 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 1 605 785 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 24 015 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 2 028 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 136 748 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 3 391 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 27 676 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 19 409 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) -3 245 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
  - 3 245 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1107 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 644 432 € soit :

- 1) 642 439 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 580 645 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 14 804 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 46 800 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 190 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 993 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1108 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 107 141 € soit :

1) 107 141 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

107 141 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1109 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

**ARRETE**

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 455 022 € soit :

1) 2 354 260 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 048 473 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

47 336 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 894 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

249 492 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 065 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 69 879 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 29 961 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 922 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

922 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1110 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 319 140 € soit :

1) 319 140 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

217 848 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

99 746 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 546 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1111 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;



VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 262 171 € soit :

1) 24 440 613 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

21 939 067 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

77 186 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 327 919 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

19 685 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

26 308 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Dont 186 741 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2010

2) 1 920 800 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 574 061 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

50 448 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)

4) 326 697 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

323 641 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

2 328 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

728 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1112 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 462 796 € soit :

1) 3 049 569 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 947 568 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

101 403 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

598 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 412 384 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 843 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1113 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 63 939 € soit :

1) 63 939 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

63 939 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1114 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 977 019 € soit :

1) 1 868 313 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 672 204 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 544 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

186 424 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 141 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 7 284 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 99 007 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 415 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 415 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME.

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.  
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1117 du 17 octobre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;  
VU le code de la santé publique ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;  
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;  
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;  
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;  
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;  
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 177 665 € soit :

177 665 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

177 532 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

133 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

**Article 2 :** Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

**Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1126/2012 du 19 octobre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port au 1er septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté ARS/DT 54 n° 398 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port pour l'exercice 2012 ;  
VU l'arrêté n° 1003/2012 du 20 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port à compter du 1er août 2012 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : l'arrêté n° 1003/2012 du 20 septembre 2012 susvisé est rapporté.

**Article 2** : A partir du 1er septembre 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

► Hospitalisation complète	
35 - Soins de suite et réadaptation (non spécialisé)	282.51 €
13 - Psychiatrie adulte (cas général)	423.28 €
► Hospitalisation de jour	
57 - Soins de suite et réadaptation (non spécialisé)	213.21 €
54 - Psychiatrie adulte (cas général)	103.22 €
► Hospitalisation de nuit	
60 - Psychiatrie adulte (cas général)	258,32 €

**Article 3** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

## DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

### Service produits de santé et biologie

**Arrêté n° 2012-1119 du 18 octobre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000), enregistrée sous le n° 1**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;  
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;  
VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;  
VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;  
VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012-A-91 du 25 Juin 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral n°2012-0755 du 19 juillet 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » dont le siège social se situe à Metz (57000), 18 avenue Leclerc de Hauteclocque enregistrée sous le n°1 ;  
CONSIDÉRANT la demande présentée le 4 juillet 2012 et complétée le 10 octobre 2012, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » ;  
CONSIDÉRANT que la demande porte sur :  
- le rapprochement par transmission universelle de patrimoine de la SELARL « ASSIABIO » exploitant un laboratoire de biologie médicale sis 13 rue des Généraux Cremer à Sarreguemines – 57200 ;  
- la cessation de Madame SEIWERT de ses fonctions de biologiste médical coresponsable et de Directeur Général de la SELAS « ESPACEBIO » ;  
- la prorogation des mandats de directeur général et des fonctions de biologiste coresponsable respectivement de Madame DILIGENT jusqu'au 30 juin 2013 et de Madame MOLINARI jusqu'au 31 juillet 2013 ;  
- la nomination de messieurs PETITPAS Gérard et CHARON Michel au titre et fonctions de biologiste médical ;

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0775 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « ESPACEBIO »

Siège social : 18 Avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » agréée sous le n°1 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hauteclocque, à METZ (57000), autorisé sous le n° 57-17 et implanté sur les 23 sites ci-dessous :

- 18 avenue Leclerc de Hautecloque – 57000 METZ,
- 14 rue Charlemagne – 57000 METZ,
- 23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD,
- 57 Grande Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ,
- 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT,
- 9 rue de Metz – 54150 BRIEY,
- 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES,
- 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ,
- 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT- JULIEN LES METZ,
- 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE,
- 10 avenue Robert Schuman – 57000 METZ,
- 19-21 place du Quarteau – 57000 METZ,
- 22 rue Commandant Brasseur – 57000 METZ,
- 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY,
- 48 place de la République – 54800 JARNY,
- 44 rue Nationale – 57600 FORBACH,
- 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH,
- 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING,
- 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ,
- 156 rue de Metz - 57525 THALANGE,
- 12 place de la République – 57100 THIONVILLE,
- 40 rue de la Gare – 57150 CREUTZWALD,
- 13 rue des Généraux Cremer – 57200 SARREGUEMINES.

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Michel CHARON, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical.

**Article 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix –BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Préfet de la Moselle et par délégation,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Arrêté n° 2012-1120 du 18 octobre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hautecloque à METZ (57 000) - Autorisation n° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;  
VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2008-2033 du 8 Octobre 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'exercice libéral à responsabilité limitée sis 13 rue des Généraux Crémier – 57200 SARREGUEMINES , enregistrée sous le numéro 57-12 ;

VU l'arrêté n°2012-0776 du 19 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ, enregistrée sous le n° 57-17 ;

VU l'arrêté n°2012-1119 du 18 octobre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque- 57000 Metz ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 4 juillet 2012 et complétée le 10 octobre 2012, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- le rapprochement par transmission universelle de patrimoine de la SELARL « ASSIABIO » exploitant un laboratoire de biologie médicale sis 13 rue des Généraux Crémier à Sarreguemines – 57200 ;

- la cessation de Madame SEIWERT de ses fonctions de biologiste médical coresponsable et de Directeur Général de la SELAS « ESPACEBIO » ;

- la prorogation des mandats de directeur général et des fonctions de biologiste coresponsable respectivement de Madame DILIGENT jusqu'au 30 juin 2013 et de Madame MOLINARI jusqu'au 31 juillet 2013 ;

- la nomination de Messieurs PETITPAS Gérard et CHARON Michel au titre et fonctions de biologiste médical ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la date du présent arrêté, l'autorisation de fonctionnement délivrée au laboratoire de biologie médicale suivant est abrogée :

- Laboratoire d'analyses de biologie médicale des Faïenceries exploité par la SELARL « ASSIABIO » sis 13 rue des Généraux Crémier – 57200 SARREGUEMINES, autorisé à fonctionner sous le n° 57-12 (ancien n° FINESS : 57 001 508 1) ;

**Article 2 :** A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n°2012-0776 susvisé, sont modifiées comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites dont le siège social est situé 18 Avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-17 sur les 23 sites suivants, ouverts au public (Numéro de FINESS EJ : 57 002 519 7) :

1. 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5

Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie infectieuse, bactériologie, spermologie, parasitologie – mycologie.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 - le samedi de 7h à 12h.

2. 14 rue Charlemagne – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h à 12h30.

3. 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Biologistes présents : M. Hervé BRULE, Mme Aurélie MELIN

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie, parasitologie – mycologie, spermologie.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 - le samedi de 7h à 12h30.

4. 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Biologiste présent : M. Christophe KAJZER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h30 à 12h.

5. Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h - le samedi de 7h à 12h.

6. 9 rue de Metz – 54150 BRIEY

N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9

Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET

Activités réalisées : hémostase, spermologie

Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30 - le samedi de 7h à 12h30.

7. 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES

N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7

Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h - le samedi de 7h30 à 12h.

8. 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9

Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h - le samedi de 7h00 à 12h00.

9. 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1

Biologiste présent : M. Gérard GOS

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h - le samedi de 7h à 12h.

10. 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE  
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0  
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN  
Activités réalisées : hémostase  
Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 - le samedi de 7h30 à 12h00
11. 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7  
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h30
12. 19-21 place Quarteau – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5  
Biologiste présent : M. Richard WASELS  
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, sérologie infectieuse, hématocytologie, hémostase, auto immunité, allergologie, immunohématologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h30
13. 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3  
Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 - le samedi de 7h30 à 12h00
14. 12 place Georges Clemenceau – 57220 BOULAY  
N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9  
Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 - le samedi de 7h30 à 12h00
15. 48 place de la République – 54800 JARNY  
N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3  
Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h00
16. 44 rue Nationale – 57600 FORBACH  
N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8  
Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h00
17. 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH  
N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4  
Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON  
Activités réalisées : hémostase  
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h00
18. 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING  
N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2  
Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h00
19. 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ  
N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1  
Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h00
20. 156 rue de Metz – 57535 TALANGE  
N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9  
Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h00
21. 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE  
N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4  
Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT  
Activités réalisées : hémostase  
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h30
22. 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD  
N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8  
Biologiste présent : M. Jean-Jacques SCHNEIDER  
Activités réalisées : aucune activité technique  
Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h00
23. 13 rue des Généraux Crémer – 57200 SARREGUEMINES  
N° FINESS Etablissement : 57 002 677 3  
Biologiste présent : M. Michel CHARON et M. Gérard PETITPAS  
Activités réalisées : hémostase  
Activités réalisées en urgence : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie  
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h15 et de 13h45 à 17h45 - le samedi de 7h00 à 12h15

Le laboratoire de biologie médicale multi-sites est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien



- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard PETITPAS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Michel CHARON, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical

**Article 3 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**Article 4 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 Avenue de la Paix –BP.1038 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux, à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO » 18 avenue Leclerc de Hauteclouque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé,
- Monsieur de Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté SAP/401672175 du 6 avril 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 24 novembre 2005,  
VU l'agrément qualité N° R/03-04-07/A/054/Q/029 délivré le 3 avril 2007 à l'association Garde Aide et Réconfort à Domicile (GARDE), sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy (54000), modifié le 22 octobre 2007,  
VU le rapport d'évaluation externe de juin 2011,  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 30 juin 2011,  
VU l'avis favorable du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle pour les activités prestataires et mandataires d'assistance à domicile auprès des personnes âgées et handicapées, en date du 19 décembre 2011,  
VU l'avis délivré le 18 novembre 2011 par le service de protection maternelle et infantile du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, et les pièces complémentaires apportées par l'association GARDE le 30 mars 2012,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'agrément de l'association GARDE, sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 3 avril 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association GARDE est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

\* Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
  - Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
  - Garde malade à l'exclusion des soins ;
  - Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
  - Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.
- \* Mode d'intervention : Prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association GARDE envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté du 10 août 2012 modificatif de l'arrêté SAP/483770673 (R/020311/F/054/Q/022) du 26 mai 2011 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n° 1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU la demande de modification de l'agrément qualité R/020311/F/054/Q/022 présentée le 17 septembre 2012 par la SARL Cartables et Trotinettes, sise 8 rue du général Gouraud à Nancy (54000), en vue d'intégrer l'activité 'entretien de la maison et travaux ménagers',

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** La SARL Cartables et Trotinettes, sise 8 rue du général Gouraud à Nancy, est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

\* Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile.

\* Mode d'intervention : prestataire.

**Article 2 :** Le présent agrément est valable jusqu'au 1er mars 2016.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 3 :** Le présent agrément est valable pour les départements suivants :

- Meurthe-et-Moselle (54) ;
- Moselle (57) ;
- Vosges (88).

**Article 4 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL Cartables et Trotinettes envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 5 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté du 13 août 2012 modificatif de l'arrêté SAP/499099513 (N/160311/F/054/Q/007) du 16 mars 2011 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU la demande d'extension de l'agrément qualité N/160311/F/054/Q/007 de la SARL O2 Nancy, sise 18-22 rue François de Neufchâteau à Nancy (54000), visant à intégrer les activités de 'soins et promenade d'animaux de compagnie', 'assistance administrative', 'assistance aux personnes âgées et accompagnement en dehors de leur domicile' et 'prestation de conduite du véhicule personnel', présentée le 20 décembre 2011 et complétée le 16 mai 2012,  
VU la saisine du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, le 13 mars 2012,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** La SARL O2 Nancy, sise 18-22 rue François de Neufchâteau à Nancy, est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

\* Activités :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes âgées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

\* Mode d'intervention : prestataire.

**Article 2 :** Le présent agrément est valable jusqu'au 15 mars 2016.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL O2 Nancy envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté SAP/752497578 du 11 octobre 2012 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Malzéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU la demande d'agrément présentée par l'EURL ATHOME, sise 8 rue Marcel Galliot à Malzéville (54220), le 11 septembre 2012,  
VU l'avis favorable du président du Conseil général à l'agrément de l'EURL ATHOME pour son activité prestataire de service de garde d'enfants à domicile de moins de 3 ans, le 4 octobre 2012,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'EURL ATHOME, sise 8 rue Marcel Galliot à Malzéville (54220), est agréée pour une durée de cinq ans.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'EURL ATHOME est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

\* Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

\* Mode d'intervention : prestataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'EURL ATHOME envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Récépissé du 12 avril 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/401672175 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### **CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 juin 2011 par l'association GARDE, sise 13-15 boulevard Joffre à Nancy.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association GARDE, sous le n° SAP/401672175.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association GARDE sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 03 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 12 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

**Récépissé du 20 août 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/483770673 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 25 avril 2012 par la SARL Cartables et Trottinettes, sise 8 rue du Général Gouraud à Nancy.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Cartables et Trottinettes, sous le n° SAP/483770673.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Cartables et Trottinettes sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 10 août 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 20 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

**Récépissé du 27 août 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/499099513 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 16 mai 2012 par la SARL O2 Nancy, sise 18-22 rue François de Neufchâteau à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL O2 Nancy, sous le n° SAP/499099513.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL O2 Nancy sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes âgées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 27 août 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 27 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 8 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/754086692 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/10/2012 par l'entreprise individuelle IRDEL Thiéry (auto-entrepreneur), numéro SIRET 75408669200011, sise 5A rue du Bois Latour 54360 DAMELEVIERES,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de IRDEL Thiéry, sous le n° SAP/754086692,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle IRDEL Thiéry sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 08/10/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 8 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 9 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/500463369 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 29/08/2012 par la SARL Côté Jardin et Maison, numéro SIRET

50046336900016, sise 2 rue Jean Ploussard – 54220 MALZEVILLE.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Côté Jardin et Maison, sous le n° SAP/500463369.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Côté Jardin et Maison sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30/11/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 9 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 9 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499198547 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 05/09/2012 par la SARL Qualité Entretien, numéro SIRET 49919854700014, sise 63 avenue de Lunéville – 54110 DOMBASLE.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Qualité Entretien, sous le n° SAP/499198547.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par la SARL Qualité Entretien est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 02/10/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 9 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 11 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/752497578 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**CONSTATE,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 11 septembre 2012 par l'EURL ATHOME, sise 8 rue Marcel Galliot à MALZEVILLE (54220).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL ATHOME, sous le n° SAP/752497578,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EURL ATHOME sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 11 octobre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 11 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 18 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/754065928 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10/10/2012 par l'entreprise individuelle MAAYOUFI DJENANE Louisa (auto-entrepreneur), sise 5 allée Jean Jaurès 54510 TOMBLAINE,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de MAAYOUFI DJENANE Louisa, sous le n° SAP/754065928,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle MAAYOUFI DJENANE Louisa sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 18/10/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 18 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

**Récépissé du 23 octobre 2012 de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/788528636 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,



VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 21/10/2012 par l'entreprise individuelle MOURTON Pascal Michel (auto-entrepreneur), sise 41 boulevard Albert 1er 54000 NANCY,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de MOURTON Pascal Michel, sous le n° SAP/788528636,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle MOURTON Pascal Michel sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 23/10/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 23 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

### Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Paul DUMOITIER, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,  
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,  
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
VU l'arrêté du 29 octobre 2010 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de LUNEVILLE dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Paul DUMOITIER, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques, adjoint au comptable public, responsable du service des impôts des particuliers – service des impôts des entreprises de Lunéville, à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

- 1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;
  - 2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;
  - 3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de contribution économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;
- et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 3 septembre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Noël CLAUDON

---

### Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Dominique VOLLMAR, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,  
VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,  
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
VU l'arrêté du 19 mai 2010 portant création du service des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,  
VU l'instruction du 13 novembre 2003,

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Dominique VOLLMAR, Inspecteur divisionnaire des Finances Publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD-EST à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

et à l'effet de signer les certificats de dégrèvements relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, quels que soient le montant des sommes dégrévées et l'autorité ayant prononcé la décision.

**Article 2 :** En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Pascale COSTE ou Monsieur Jean-Emmanuel HILS ou Monsieur Dominique ROBERT, inspecteurs des finances publiques.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 3 septembre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Noël CLAUDON

**Arrêté du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à Madame Marie-Pierre ROUILLON, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques**

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts, et notamment les articles 396 A et 410 de son annexe II,

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2008-446 du 7 mai 2008 portant dispositions relatives aux conditions de mise en jeu de la responsabilité de certains comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

VU l'arrêté du 31 mars 2009 portant création du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson,

VU l'arrêté du 28 mars 2011 pris pour l'application de l'article 6 du décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions relatives à la direction générale des finances publiques,

VU l'instruction du 13 novembre 2003,

**ARRETE**

**Article 1er :** Délégation de signature est donnée à Madame Marie-Pierre ROUILLON, Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques, comptable public, responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises de Pont-à-Mousson à l'effet de prendre, au nom du directeur départemental des finances publiques :

1° des décisions contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, en ce qui concerne les droits et les pénalités, des décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction dans la limite de 50 000 euros ;

2° des décisions sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 50 000 euros ;

3° des décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des cotisations de taxe professionnelle ou de cotisation économique territoriale, formulées par les entreprises disposant d'un seul établissement ou dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service, quel que soit le montant de la demande ;

et à l'effet de signer les documents relatifs à l'exécution comptable des décisions de dégrèvement et de décharges de droits relatifs aux décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant.

**Article 2 :** D'accomplir tous actes de recouvrement et de procédure contentieuse relatifs :

1° aux rôles de cotisation foncière des entreprises et à l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis d'imposition de cotisation foncière des entreprises ainsi qu'aux rôles supplémentaires de taxe professionnelle et à l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement à compter du

30 avril 2011 pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

2° aux créances non soldées au 15 juin 2011 issues des rôles généraux de cotisation foncière des entreprises et de l'ensemble des taxes et impositions figurant sur l'avis de cotisation foncière des entreprises mis en recouvrement au titre de l'année d'imposition 2010 et des rôles supplémentaires de cotisation foncière des entreprises et des rôles supplémentaires de taxe professionnelle et de l'ensemble des taxes figurant sur l'avis d'imposition de taxe professionnelle mis en recouvrement les 30 novembre et 31 décembre 2010 pour le département de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** De prendre, en ce qui concerne les majorations, frais de poursuite et intérêts moratoires liés au recouvrement de la taxe professionnelle et de la cotisation foncière des entreprises, les décisions gracieuses de rejet, remise, modération ou transaction, dans la limite de 50 000 euros.

**Article 4 :** En cas d'absence du responsable du service des impôts des particuliers - service des impôts des entreprises, délégation de signature est donnée dans les conditions et limites fixées à l'article 1er à Madame Pascale KLEPACZ inspectrice des finances publiques.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy et fera l'objet d'un affichage dans les locaux du service.

Nancy, le 3 septembre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,  
Noël CLAUDON

**TRESORERIE DE MAXEVILLE**

**Procuration sous seing privé du 5 octobre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Audrey SISCO, Inspectrice des Finances Publiques**

Le soussigné Christian SCHMITT, Trésorier de MAXEVILLE

**DECLARE**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame SISCO Audrey, Inspectrice des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de MAXEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites,

d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération. En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de MAXEVILLE, entendant ainsi transmettre à Madame Audrey SISCO tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Audrey SISCO

Inspectrice des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Madame SISCO Audrey, inspectrice des Finances publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Audrey SISCO

Inspectrice des Finances Publiques

Maxéville. le 5 octobre 2012

Signature du mandant

Christian SCHMITT

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

Signature du délégant

Christian SCHMITT

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

---

**Procuration sous seing privé du 5 octobre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Anne FLUCK, Inspectrice des Finances Publiques**

Le soussigné Christian SCHMITT, Trésorier de MAXEVILLE

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Anne FLUCK, Inspectrice des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de MAXEVILLE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de MAXEVILLE, entendant ainsi transmettre à Madame Anne FLUCK tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Anne FLUCK

Inspectrice des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Madame FLUCK Anne, inspectrice des Finances publiques pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Anne FLUCK

Inspectrice des Finances Publiques

Maxéville. le 5 octobre 2012

Signature du mandant

Christian SCHMITT

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

Signature du délégant

Christian SCHMITT

Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques

---

**TRESORERIE D'ESSEY-LES-NANCY**

**Procuration sous seing privé du 4 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Stéphanie DREUX, Inspectrice des Finances Publiques**

Le soussigné TOSI Michel, Trésorier de ESSEY LES NANCY

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Stéphanie DREUX, Inspectrice des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Essey les Nancy

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Essey les Nancy, entendant ainsi transmettre à Mme Stéphanie DREUX tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Stéphanie DREUX

Inspectrice des Finances Publiques

le cas échéant,

donner délégation à Madame Stéphanie DREUX, Inspectrice des finances publiques, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire

Stéphanie DREUX

Inspectrice des Finances Publiques

Essey-lès-Nancy, le 4 septembre 2012

Signature du mandant

Michel TOSI

Chef des Services Comptables

Signature du délégant

Michel TOSI

Chef des Services Comptables

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE THIAUCOURT****Procuration sous seing privé du 3 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Martine LEMOINE, Contrôleur principal des Finances Publiques**

Le soussigné Emmanuel PETITJEAN, Trésorier de THIAUCOURT par intérim

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Martine LEMOINE, Contrôleur principal des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Thiaucourt d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Thiaucourt, entendant ainsi transmettre à Madame Martine LEMOINE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Martine LEMOINE  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Emmanuel PETITJEAN  
Inspecteur Comptable intérimaire

le cas échéant, donner délégation à Madame Martine LEMOINE, contrôleur principal pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Martine LEMOINE  
Contrôleur Principal

Signature du délégant  
Emmanuel PETITJEAN  
Inspecteur Comptable intérimaire

Nancy, le 3 septembre 2012

**Procuration sous seing privé du 3 septembre 2012 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Marie-Christine SIBILLE, Agent d'administration des Finances Publiques**

Le soussigné Emmanuel PETITJEAN, Trésorier de THIAUCOURT par intérim

**D E C L A R E**

constituer pour son mandataire spécial et général Madame Marie-Christine SIBILLE, Agent d'administration des Finances Publiques lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Thiaucourt d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Thiaucourt, entendant ainsi transmettre à Madame Marie-Christine SIBILLE tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Marie-Christine SIBILLE  
Agent d'administration

Signature du mandant  
Emmanuel PETITJEAN  
Inspecteur Comptable intérimaire

le cas échéant, donner délégation à Madame Marie-Christine SIBILLE, Agent d'administration, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice ( art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire  
Marie-Christine SIBILLE  
Agent d'administration

Signature du délégant  
Emmanuel PETITJEAN  
Inspecteur Comptable intérimaire

Nancy, le 3 septembre 2012

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE****Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/380 du 1er octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Landecourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 octobre 1985 portant institution de l'association foncière de LANDECOURT ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de LANDECOURT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 11 septembre 2012 du président de l'association foncière de LANDECOURT ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de LANDECOURT sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de LANDECOURT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de LANDECOURT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 1er octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/381 du 1er octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Vathiménil**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 novembre 1961 portant institution de l'association foncière de VATHIMENIL ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de VATHIMENIL, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 10 septembre 2012 du président de l'association foncière de VATHIMENIL ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de VATHIMENIL sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de VATHIMENIL.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de VATHIMENIL ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 1er octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

**Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/387 du 3 octobre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Moriviller**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 mars 1971 portant institution de l'association foncière de MORIVILLER ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MORIVILLER, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier en date du 27 septembre 2012 de l'association foncière de MORIVILLER ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Les statuts de l'association foncière de MORIVILLER sont adoptés d'office.

**Article 2** : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MORIVILLER.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MORIVILLER ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 3 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

#### Décision 212/DDT54/AFC/n° 401 du 22 octobre 2012 portant prorogation de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, notamment les articles R-313-1 et suivants ;  
 VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 ;  
 VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, notamment l'article 71, et le décret n° 2010-1683 du 29 décembre 2010 fixant les conditions de participation des chambres départementales d'agriculture à la politique d'installation en agriculture ;  
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
 VU le décret n°2006-672 du 08 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
 VU le décret n°2006-665 du 07 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales du département de Meurthe-et-Moselle répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 et n° 2000-139 du 16 février 2000 ;  
 VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA54/AFC/449 du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation agricole ;  
 VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA54/AFC/458 du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » ;  
 VU les arrêtés préfectoraux DDT/AFC/2010/372 du 25 octobre 2010 et DDT/AFC/2011/341 du 31 août 2011 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole ;  
 VU les arrêtés préfectoraux DDT/AFC/2010/397 du 05 novembre 2010, DDT54/AFC/2011/344 du 07 septembre 2011 et DDT54/AFC/2012/422 du 16 janvier 2012 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » ;  
 VU les arrêtés préfectoraux DDT/AFC/2010/396 du 05 novembre 2010, DDT54/AFC/2011/345 du 07 septembre 2011 et DDT54/AFC/2012/423 du 16 janvier 2012 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - section « AGRICULTURE ET TERRITOIRE » ;  
 CONSIDÉRANT le renouvellement obligatoire de la CDOA suite aux élections de Chambre d'Agriculture dont l'arrêté du 12 mars 2012 a fixé la date de clôture du scrutin au 31 janvier 2013.  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle ainsi que les sections « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » et « AGRICULTURE ET TERRITOIRE » est prorogé jusqu'au renouvellement suivant les élections de Chambre d'Agriculture, dont le scrutin est fixé au 21 janvier 2013.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
 Nancy, le 22 octobre 2012

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

#### Décisions de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles – Séance du 12 octobre 2012

Lors de sa séance du 12 octobre 2012, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2012 :

#### Barème d'indemnisation (2<sup>ème</sup> partie)

Perte de fourrage	Foin	11,65	euros/q
	Foin biologique	17,47	euros/q

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental,  
 Christophe FOTRE

#### Barème d'indemnisation (3<sup>ème</sup> partie)

- Céréales et oléa-protéagineux :

	blé meunier Epautre	orge d'hiver Escourgeon	orge de brasserie (printemps)	orge de brasserie (hiver)	avoine	seigle	triticale	colza	pois	feveroles
en €/q	23,9	21,9	22	21,9	23,7	21,3	21,3	48,5	29,6	32,6

- Productions biologiques : cf. barème PROBIOLOR

**Dates limites d'enlèvement des récoltes**

Céréales (sauf maïs)	: 15 septembre
Pois	: 15 septembre
Colza d'automne	: 15 septembre
Colza de printemps	: 1er octobre
Maïs fourrage	: 1er novembre
Tournesol	: 15 novembre
Maïs grain	: 1er décembre
Féveroles	: 1er décembre
Betteraves sucrières	: 1er décembre
Choux fourragers	: 1er mars

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Christophe FOTRE

**BAREME 2012 (4<sup>ème</sup> partie)**

Miscanthus 85 €/t

**Raisin**

	Pinot noir	Auxerrois	Gamay
Vente en raisin (prix au kg)	1,70 €	1,50 €	1,10 €
Vente en raisin biologique (prix au kg)	2,21 €	1,95 €	1,43 €

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Christophe FOTRE

**Arrêté n° 387 du 22 octobre 2012 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Favières**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/009 du 21 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la décision préfectorale du 22 décembre 1972 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Favières ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale en date du 12 juin 2009 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Favières est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Favières	ZK	1 à 5, 7, 9 à 12, 35, 36, 40 à 46, 48 à 49, 52 à 63
	ZL	1 à 12
	C	1 à 3, 5 à 21, 23 à 26, 39 à 57, 68, 140 à 154, 1022, 1023, 1025, 1037, 1038, 1041, 1042

représentant une superficie totale de **81 ha 27 a 68 ca.**

**Article 2** : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**Article 3** : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de Favières.

**Article 4** : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Favières sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Favières par les soins des maires.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le maire de la commune de Favières sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Favières,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- maire de Favières.

Nancy, le 22 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Christophe FOTRE

**AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES**

**Arrêté N° 2012/DDT54/ADUR/007 du 24 octobre 2012 relatif à la carte communale de VIVIERS-SUR-CHIERS en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la délibération du conseil municipal de VIVIERS-SUR-CHIERS en date du 9 avril 2010 prescrivant la carte communale ;

VU l'arrêté de la mise à enquête publique en date du 23 mars 2012 ;

VU l'enquête publique qui a eu lieu entre le 16 avril 2012 et le 16 mai 2012 inclus ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 3 juin 2012 ;

VU la délibération du conseil municipal de VIVIERS-SUR-CHIERS en date du 12 septembre 2012 qui annule et remplace la délibération du 12 juillet 2012, approuvant la carte communale ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La carte communale de VIVIERS-SUR-CHIERS qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2** : Le présent arrêté est affiché pendant un mois en mairie.

**Article 3** : Le conseil municipal de VIVIERS-SUR-CHIERS n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et le maire de VIVIERS-SUR-CHIERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 octobre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

